



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction des Libertés Publiques

## ARRÊTÉ

N° 2013-DLP/BUPE-203 du 12 JUL. 2013

**mettant en demeure la société KLV TERRASSEMENT, sise route de Marimont à BOURGALTROFF, de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2013 DLP/BUPE-52 du 14 février 2013, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le Code de l'Environnement, titre Ier du livre V ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté n° DCTAJ-2013-A- 06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**VU** le courrier en date du 8 octobre 2012 dans lequel le Préfet de Moselle a donné acte à l'exploitant de son droit d'antériorité d'exploiter une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, qui a eu pour conséquence de classer l'ensemble du site à autorisation au titre de la législation des installations classées sous la rubrique 2760-2 de sa nomenclature ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-52 du 14 février 2013 définissant des prescriptions complémentaires ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 11 juillet 2013;

**CONSIDERANT** que la société KLV TERRASSEMENT n'a pas transmis au Préfet de Moselle les préconisations d'implantation du réseau de contrôle de la qualité du, ou des, aquifère(s) validées par un hydrogéologue agréé ;

**CONSIDERANT** que, de ce fait, la société KLV TERRASSEMENT ne respecte pas les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 susvisé ;

**CONSIDERANT** que ces non respects ne garantissent pas la qualité de surveillance des eaux souterraines imposée par l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 susvisé ;

**CONSIDERANT** qu'en cas de constatation de non respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations en application de l'article L171-8 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Moselle,

# ARRETE

## Article 1<sup>er</sup>

La société KLV TERRASSEMENT, sise Route de Marimont à BOURGALTROFF (57260), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-52 du 14 février 2013, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

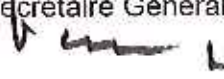
- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la Sous-Préfète de CHÂTEAU-SALINS, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de BOURGALTROFF, où est implantée la société.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Olivier du CRAY